

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205850]

Sélection comparative d'Experts sécurité des produits et efficacité (m/f/x) (niveau A2), néerlandophones, pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. — Numéro de sélection : ANG17286

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 24.11.2017 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participations, la procédure de sélection,...) est disponible auprès de Selor via [www.selor.be](http://www.selor.be)

Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de 12 lauréats maximum, valable 1 an, sera établie après la sélection.

Outre cette liste des lauréats, une liste spécifique des lauréats (qui reste valable 4 ans) présentant un handicap est établie.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205850]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige Experten Productveiligheid en Efficiëntie (m/v/x) (niveau A2) voor de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. — Selectienummer : ANG17286

Solliciteren kan tot 24.11.2017 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij Selor via [www.selor.be](http://www.selor.be)

Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Na de selectie wordt een lijst met maximum 12 geslaagden aangelegd, die 1 jaar geldig blijft.

Naast deze lijst van geslaagden wordt een bijzondere lijst opgesteld (die 4 jaar geldig blijft) van de personen met een handicap die geslaagd zijn.

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205853]

Résultat de la sélection comparative de Gestionnaires de dossiers marchés publics (m/f/x) (niveau B), francophones, pour le SPF Finances. — Numéro de sélection : AFG17165

Ladite sélection a été clôturée le 04/10/2017.

Le nombre de lauréat s'élève à 0.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205853]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Dossierbeheerders overheidsopdrachten (m/v/x) (niveau B) voor de FOD Financiën. — Selectienummer : AFG17165

Deze selectie werd afgesloten op 04/10/2017.

Er zijn 0 laureaten.

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205872]

Résultat de la sélection comparative de IT projects manager (m/f/x) (niveau A2), néerlandophones, pour l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (L'AFSCA). — Numéro de sélection : ANG17175

Ladite sélection a été clôturée le 23/10/2017

Le nombre de lauréat s'élève à 0.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205872]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige ICT-projectleiders (m/v/x) (niveau A2) voor het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV). — Selectienummer : ANG17175

Deze selectie werd afgesloten op 23/10/2017.

Er zijn 0 laureaten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2017/13877]

Circulaire. — Marchés publics  
Pénurie de matériaux d'isolation PIR et PUR

Aux pouvoirs adjudicateurs et entreprises publiques visés dans la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou dans la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Madame, Monsieur le Ministre

Mesdames, Messieurs

On constate depuis quelques mois l'augmentation considérable des prix, voire l'indisponibilité de certains matériaux d'isolation, à savoir le polyuréthane (PUR) et le polyisocyanurate (PIR).

En cas d'augmentation des prix, il convient de faire application de la clause de révision des prix prévue, dans la plupart des cas, dans les documents du marché. Dans ces cas, il est tenu compte de la hausse du prix des matériaux et l'adjudicataire ne subit donc pas cette hausse.

Néanmoins, il se peut que la formule de révision des prix ne reflète pas la réalité et ne soit pas tout à fait adaptée à la structure des prix du marché. L'adjudicataire subit donc la hausse des prix des matériaux. Dans cette hypothèse, deux solutions sont possibles : adapter la formule de révision des prix ou appliquer la disposition concernant les

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2017/13877]

Omzendbrief. — Overheidsopdrachten  
Tekorten aan isolatiemateriaal PIR en PUR

Aan de aanbestedende overheden en de overheidsbedrijven, als bedoeld in de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten of in de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied.

Mevrouw, Mijnheer de Minister

Mevrouwen, Mijne Heren,

Sinds een paar maanden worden aanzienlijke prijsstijgingen genoteerd, zelfs onbeschikbaarheden, van bepaalde isolatiematerialen zoals polyurethaan (PUR) en polyisocyanuraat (PIR).

In geval van een prijsverhoging moet toepassing worden gemaakt van de prijsherzieningsformule, die in de meeste gevallen voorzien is in de opdrachtdocumenten. In deze gevallen wordt rekening gehouden met de verhoging van de materialenprijzen, waardoor de opdrachtnemer deze verhoging niet ondergaat.

Echter kan het voorvallen dat de prijsherzieningsformule de werkelijkheid niet correct weerspiegelt en niet geheel aangepast is aan de structuur van de marktprijs. In dat geval ondergaat de opdrachtnemer dus de verhoging van de materialenprijzen. In deze hypothese zijn twee oplossingen mogelijk : de aanpassing van de prijsherzieningsformule of

circonstances imprévisibles prévue à l'article 56 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (avant modification par l'arrêté royal du 22 juin 2017) et à l'article 38/9 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (tel qu'inséré par l'arrêté royal du 22 juin 2017). Lorsqu'aucune formule de révision des prix n'est prévue, seule cette dernière solution est possible.

L'article 38/9 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, inséré par l'arrêté royal du 22 juin 2017, est applicable uniquement pour les marchés publiés ou qui auraient dû être publiés à partir du 30 juin 2017, ainsi que pour les marchés pour lesquels, à défaut d'une obligation de publication préalable, l'invitation à introduire une offre a été lancée à partir de cette date. Pour les autres marchés, l'article 56 précité reste d'application.

La révision du marché prévue à l'article 56 précité prend la forme d'une prolongation des délais d'exécution ou une autre forme de révision ou conduit à la résiliation du marché.

L'article 56 prévoit que l'adjudicataire doit démontrer :

1° que la révision est devenue nécessaire à la suite de circonstances qu'il ne pouvait raisonnablement pas prévoir lors du dépôt de l'offre ou de la conclusion du marché, qu'il ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires;

2° que le préjudice subi est très important, uniquement s'il veut obtenir une autre forme de révision (qu'une prolongation des délais d'exécution) ou la résiliation du marché.

Dans le cadre de la deuxième condition, pour évaluer le préjudice très important, il faut tenir compte des éléments propres au marché considéré.

Le seuil du préjudice très important est fixé par l'article 56 précité. Le seuil est double, mais non cumulatif :

a) il faut qu'il atteigne 2,5 pour cent du montant du marché initial;

a) il faut que le préjudice s'élève au moins à 100.000 euros.

L'article 56 prévoit l'application d'une franchise égale à 17,5 pour cent du montant du préjudice déterminé. Cette franchise ne peut dépasser 20.000 euros.

L'article 38/9 (§ 1<sup>er</sup>) dispose que les documents du marché doivent prévoir une clause de réexamen (définie à l'article 38 de l'arrêté royal) qui fixe les modalités de révision lorsque l'équilibre contractuel du marché a été bouleversé au détriment de l'adjudicataire par des circonstances auxquelles l'adjudicataire est resté étranger. Si, malgré l'obligation susmentionnée, les documents contractuels ne prévoient pas une telle disposition, les dispositions de l'article 38/9, en particulier les paragraphes 2 et 3, s'appliquent néanmoins au contrat (conformément à l'article 38/9, § 4). Toutefois, ceci ne vaut que dans la mesure où le changement qui en résulte correspond à une des modifications autorisées, en particulier les circonstances imprévisibles visées à l'article 38/2, la disposition de minimis visée à l'article 38/4, les critères visés à l'article 38/6,...).

Les conditions de l'article 38/9 sont proches de celles énumérées aux points 1° et 2° (de l'ancien article 56) ci-dessus. Ici aussi, l'exigence d'imprévisibilité s'applique (néanmoins c'est le dépôt de l'offre qui constitue le moment de référence) ainsi que, dans les cas où l'adjudicataire souhaite obtenir une autre forme de révision (que l'extension des délais d'exécution) ou la résiliation du marché, l'exigence de préjudice subi très important. Cependant, le seuil à prendre en compte pour déterminer si le préjudice est très important a été élaboré de manière différente.

toepassing maken van de bepaling omtrent onvoorzienbare omstandigheden voorzien in artikel 56 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken (vóór de wijziging bij het koninklijk besluit van 22 juni 2017) en in artikel 38/9 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 (zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juni 2017). Wanneer geen enkele prijsherzieningsformule voorzien is, is slechts deze laatste oplossing mogelijk.

Artikel 38/9 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juni 2017, is enkel van toepassing zijn voor de opdrachten die vanaf 30 juni 2017 worden bekendgemaakt of hadden moeten worden bekendgemaakt, alsook voor de opdrachten waarvoor, bij ontstentenis van een verplichting tot voorafgaande bekendmaking, vanaf die datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte. Op de overige opdrachten is nog het voormelde artikel 56 van toepassing.

De herziening van de opdracht voorzien in het voormelde artikel 56 neemt de vorm aan van een verlenging van de uitvoeringstermijnen of een andere vorm van herziening of verbreking van de opdracht.

Artikel 56 bepaalt dat de opdrachtnemer moet aantonen :

1° dat de herziening noodzakelijk is geworden ingevolge omstandigheden die hij redelijkerwijze niet kon voorzien bij het indienen van de offerte of de sluiting van de opdracht, die hij niet kon ontwijken en waarvan hij de gevolgen niet kon verhelpen niettegenstaande hij al het nodige daartoe heeft gedaan (= onvoorzienbaarheidsvereiste);

2° het geleden nadeel zeer belangrijk is, alleen indien hij een andere vorm van herziening (dan de verlenging van de uitvoeringstermijnen) of de verbreking van de opdracht wenst te verkrijgen.

In het kader van de tweede voorwaarde moet, voor de evaluatie van het zeer belangrijk nadeel, rekening worden gehouden met de elementen die eigen zijn aan de betrokken opdracht.

De drempel van het zeer belangrijk nadeel is bepaald in het voormelde artikel 56. Het betreft een dubbele drempel, waarbij de voorwaarden niet cumulatief toe te passen zijn :

b) het nadeel bereikt 2,5 procent van het initiële opdrachtbedrag;

b) het nadeel is ten minste gelijk aan 100.000 euro.

Artikel 56 voorziet in de toepassing van een franchise gelijk aan 17,5 procent van het bedrag van het vastgelegde nadeel. Deze franchise mag niet hoger zijn dan 20.000 euro.

Artikel 38/9 (§ 1) bepaalt dat in de opdrachtdocumenten moet zijn voorzien in een herzieningsclausule (zoals gedefinieerd in artikel 38 van het koninklijk besluit) waarin de modaliteiten voor de herziening worden bepaald in het geval waarbij het contractueel evenwicht van de opdracht wordt ontwricht in het nadeel van de aanbesteder omwille van omstandigheden die vreemd zijn aan de aanbesteder. Wanneer in weerwil van de voormelde verplichting, in de opdrachtdocumenten niet zou zijn voorzien in een dergelijke bepaling, dan zijn de bepalingen van artikel 38/9, inzonderheid de paragrafen 2 en 3, niettemin van toepassing op de opdracht (krachtens artikel 38/9, § 4). Dit evenwel voor zover de wijziging die eruit resulteert, onder een van de toegelaten wijzigingsmogelijkheden valt, meer bepaald de onvoorzienbare omstandigheden bedoeld in artikel 38/2, de minimis-bepaling bedoeld in artikel 38/4, de in artikel 38/6 bedoelde criteria,...).

De in artikel 38/9 opsomde voorwaarden zijn zeer gelijkaardig als de hierboven in de bepalingen onder 1° en 2° (van het vroegere artikel 56) opgesomde voorwaarden. Ook hier is de "onvoorzienbaarheidsvereiste" van toepassing (waarbij evenwel de indiening van de offerte het referentiemoment is), alsook de vereiste, indien de opdrachtnemer een andere vorm van herziening (dan de verlenging van de uitvoeringstermijnen) of de verbreking van de opdracht wenst te verkrijgen, dat het geleden nadeel zeer belangrijk is. De in aanmerking te nemen drempel van het zeer belangrijk nadeel is evenwel op een andere wijze uitgewerkt.

Plus précisément, il faut tenir compte des règles suivantes :

1° pour les marchés de travaux et les marchés de services visés à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, le préjudice doit s'élever au moins à 2,5 pour cent du montant initial du marché. Si le marché est passé sur la base du seul prix, sur la base du coût ou sur la base du meilleur rapport qualité-prix lorsque le poids du critère relatif au prix représente au moins cinquante pour cent du poids total des critères d'attribution, le seuil du préjudice très important est en toute hypothèse atteint à partir des montants suivants :

a) 175.000 euros pour les marchés dont le montant initial du marché est supérieur à 7.500.000 euros et inférieur ou égal à 15.000.000 d'euros;

b) 225.000 euros pour les marchés dont le montant initial du marché est supérieur à 15.000.000 d'euros et inférieur ou égal à 30.000.000 d'euros;

c) 300.000 euros pour les marchés dont le montant initial du marché est supérieur à 30.000.000 d'euros;

1° pour les marchés de fournitures et de services autres que ceux visés à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, le préjudice doit s'élever au moins à quinze pour cent du montant initial du marché.

Contrairement à ce qui était prévu à l'article 56 de l'ancienne version de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, il n'y a plus application d'une franchise.

Conformément à l'article 52 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 précité (avant modification par l'arrêté royal du 22 juin 2017), l'adjudicataire constatant la pénurie est tenu de dénoncer cette pénurie au plus tôt et en tout cas dans les trente jours à l'adjudicateur, en lui signalant sommairement l'influence que ces faits ont ou pourraient avoir sur le déroulement et le coût du marché. Cette obligation est prescrite sous peine de déchéance, que la pénurie soit ou non connue de l'adjudicateur. L'article 53 du même arrêté prévoit également que les réclamations chiffrées et justifiées doivent également parvenir dans un certain délai (au plus tard nonante jours à compter de la date de la notification du procès-verbal de réception provisoire du marché). Ces conditions ont été conservées dans les règles générales d'exécution récemment modifiées (voir articles 38/14 et suivants).

L'adaptation de la formule de révision peut être fastidieuse. Par contre, cette solution a l'avantage d'être pérenne. Elle produira ses effets tout au long du marché. Cette solution est à privilégier pour des marchés de très longue durée.

En cas d'indisponibilité des matériaux, il convient d'actionner, selon le cas, l'article 56 précité, ou bien l'article 38/9 pour réviser le marché. Les révisions à privilégier sont l'allongement des délais d'exécution.

Bruxelles, le 6 novembre 2017.

Le Premier Ministre,  
Ch. MICHEL

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE  
ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2017/13959]

**Académie royale de Médecine de Belgique  
Composition du Bureau d'administration 2018**

Président:

BALÉRIAUX, Danielle, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles,

Avenue George Bergmann 52, 1050 Bruxelles

Secrétaire perpétuel:

FOIDART Jean-Michel, professeur émérite à l'Université de Liège,

Sur la Heid 3, 4870 Trooz (Forêt)

Meer bepaald moet rekening worden gehouden met de volgende regels :

1° bij opdrachten voor werken en opdrachten voor diensten die in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 (zijn opgenomen, moet het geleden nadeel ten minste 2,5 procent bedragen van het initiële opdrachtbedrag. Indien de opdracht geplaatst wordt op basis van de prijs alleen, op basis van de kosten of op basis van de beste prijs-kwaliteitsverhouding waarbij het prijscriterium ten minste vijftig procent uitmaakt van het totaal gewicht van de gunningscriteria, is de drempel van het zeer belangrijk nadeel in elk geval bereikt vanaf volgende bedragen :

a) 175.000 euro voor opdrachten waarvan het initiële opdrachtbedrag hoger is dan 7.500.000 euro en lager of gelijk is aan 15.000.000 euro;

b) 225.000 euro voor opdrachten waarvan het initiële opdrachtbedrag hoger is dan 15.000.000 euro en lager of gelijk is aan 30.000.000 euro;

c) 300.000 euro voor opdrachten waarvan het initiële opdrachtbedrag hoger is dan 30.000.000 euro;

2° bij opdrachten voor leveringen en diensten, andere dan deze opgenomen in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, moet het geleden nadeel ten minste vijftien procent bedragen van het initiële opdrachtbedrag.

In tegenstelling tot hetgeen voorzien was in artikel 56 van de oude versie van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, wordt geen toepassing meer gemaakt van een franchise.

Overeenkomstig artikel 52 van het voormelde koninklijk besluit van 14 januari 2013 (vóór de wijziging bij het koninklijk besluit van 22 juni 2017), is de opdrachtnemer ertoe gehouden de aanbesteder over het vastgestelde tekort in te lichten en dit zo spoedig mogelijk en in ieder geval binnen de dertig dagen, waarbij hij ook bondig de invloed beschrijft die deze feiten hebben of zouden kunnen hebben op het verloop en de kostprijs van de opdracht. Deze verplichting is voorgescreven op straffe van verval, ongeacht of de aanbesteder op de hoogte is van het tekort. Artikel 53 van hetzelfde besluit schrijft eveneens voor dat de behoorlijk gerechtvaardigde en becijferde klachten eveneens binnen een zekere termijn moeten worden ingediend (uiterlijk negentig dagen volgend op de datum van de betekening van het proces-verbaal van voorlopige oplevering). Deze voorwaarden werden bewaard in de recent gewijzigde algemene uitvoeringsregels (zie de artikelen 38/14 en verder) .

De aanpassing van de herzieningsformule kan moeilijk zijn. Echter biedt deze oplossing als voordeel dat zij blijvend is. Zij zal gevolgen teweeg brengen gedurende de ganse looptijd van de opdracht. Deze oplossing valt te verkiezen voor de opdrachten van lange duur.

In geval van onbeschikbaarheid van de materialen past het om, afhankelijk van het geval, toepassing te maken van het voormelde artikel 56, dan wel artikel 38/9, om de opdracht aldus te herzien. De voorkeur moet worden gegeven aan het verlenen van de uitvoeringstermijnen.

Brussel, 6 november 2017.

De Eerste Minister,  
Ch. MICHEL

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER  
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2017/13959]

**Académie royale de Médecine de Belgique  
Samenstelling van het Bestuur voor 2018**

Voorzitter:

BALÉRIAUX, Danielle, emeritus hooglerares van de Université libre de Bruxelles,

George Bergmannlaan 52, 1050 Brussel

Vast Secretaris :

FOIDART Jean-Michel, emeritus hoogleraar van de Université de Liège,

Sur la Heid 3, 4870 Trooz (Forêt)